

DEPARTEMENT
DU PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT

D'ARRAS

CANTON D'ARRAS 3

COMMUNE D'ACHICOURT

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 15 DECEMBRE 2021

**OBJET : REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL – AVIS SUR LE PROJET DE RLPi
ARRÊTE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS**

Nombre de membres en
exercice : 29

Nombre de Conseillers
Municipaux présents : 24

Quorum : 15

L'an deux mille vingt et un, le 15 décembre, à 19 heures, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire à la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul LEBLANC, Maire, à la suite de la convocation qui lui a été faite en date du 9 décembre 2021.

ETAIENT PRESENTS : J.P. LEBLANC, P. LEMAIRE, D. DELALIN, S. DAL POS, N. WANIN, B. HAVET, B. CAZE, G. WARIN, J.L. QUATRELIVRE, S. GRAVELEINE, F. THELLIER, B. LECLERCQ, N. BEAULIEUX, F. OUMAHY, M. LECOCQ, P. THELLIER DESPLANQUES, B. LALIN, P. TURPIN, E. GOUDEMANT HALLOY, D. WILLEMAET, M. CASTETS, N. BOU, C. LECOCQ, L. LEGRAND.

ABSENTS EXCUSES AVEC POUVOIR : A. POMMIERS qui a donné procuration à B. HAVET, L. TABART qui a donné procuration à S. DAL POS, M.P. MARIANI qui a donné procuration à D. WILLEMAET, A. HONNART qui a donné procuration à C. LECOCQ.

ABSENT : S. LECLERCQ

SECRETAIRE DE SEANCE : Nomination de B. LECLERCQ à l'unanimité.

Le 26 juin 2014, la Communauté Urbaine d'Arras a prescrit l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) sur son ancien périmètre de 39 communes. Le 30 Mars 2017, elle a élargi le périmètre du RLPi aux 46 communes. Et arrêté les modalités de collaboration avec l'ensemble des communes membres.

Conformément à la délibération communautaire précitée, un débat portant sur les orientations générales du règlement local de publicité intercommunal s'est tenu au sein du Conseil Municipal le 12 septembre 2018 avant celui organisé au sein du Conseil Communautaire le 04 avril 2019.

Par la suite, le Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine d'Arras a arrêté le projet de RLPi par délibération en date du 30 septembre 2021.

Comme le prévoient les articles L.153-15 et R.153-5 du Code de l'Urbanisme – auquel renvoie l'article L.581-14-1 du Code de l'Environnement – le projet arrêté de RLPi a été soumis pour avis aux Communes membres de la Communauté Urbaine par un courrier daté du 05 octobre 2021 afin que le Conseil Municipal puisse rendre un avis sur ce projet dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet de RLPi.

Il appartient désormais au Conseil Municipal de se prononcer sur le projet arrêté de RLPi de la Communauté Urbaine d'Arras.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.581-14 et suivants et R581-72 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-15 et R.153-5 ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2020 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la loi n°2016-925 du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la communauté Urbaine d'Arras en date du 30 mars 2017 prescrivant l'élaboration d'un RLPi et fixant les modalités de concertation et de collaboration ;

Vu le procès-verbal du Conseil Municipal du 12 septembre 2018 prenant acte du débat organisé par le Conseil Municipal sur les orientations générales du RLPi ;

Vu la délibération du 04 avril 2019 prenant acte du débat organisé par le Conseil communautaire de la Communauté Urbaine d'Arras sur les orientations générales du RLPi ;

Vu la délibération du Communautaire de la Communauté Urbaine d'Arras arrêtant le projet de RLPi et tirant le bilan de la concertation ;

Vu le Projet de RLPi arrêté par le Conseil communautaire et plus particulièrement son rapport de présentation et son règlement ;

Considérant que les objectifs du règlement local de publicité intercommunal sont :

- Valoriser le patrimoine paysager par la préservation des entrées de Ville ;
- Protéger, voire mettre en valeur, le patrimoine architectural du centre-ville d'Arras ;
- Renforcer l'attractivité et le dynamisme de l'activité commerciale en privilégiant la qualité et la lisibilité des enseignes dans le centre historique d'Arras et les zones d'activités commerciales ;
- Renforcer la sécurité des automobilistes, en limitant les signaux susceptibles de gêner la lisibilité de la signalisation routière ;
- Améliorer le cadre de vie des habitants et renforcer l'identité et l'image du territoire ;
- Améliorer la qualité et la lisibilité des principaux axes routiers traversant les communes qui constituent la première vitrine du territoire.

Considérant que les enjeux et objectifs poursuivis sont complétés par la délibération du 30 mars 2017 ;

- L'élaboration de ce document de planification communautaire s'inscrit dans la stratégie qualitative du territoire et offre le moyen d'améliorer la qualité paysagère sur les zones sensibles et notamment les entrées d'agglomération ;

- Le RLPi permettra, par un encadrement strict la publicité, de déroger par des règles adaptées à l'interdiction totale de publicité au sein du périmètre du Site patrimonial remarquable approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 20 juin 2019 ;
- Le RLPi remplacera le RLP en vigueur sur la commune d'Arras, approuvé par le Conseil Municipal le 10 mai 1984, devenu obsolète et devenant caduc le 13 juillet 2022 s'il n'est pas mis en conformité avec la loi dite « Grenelle ».

Considérant que le projet arrêté de RLPi de la Communauté Urbaine d'Arras répond à ces objectifs ;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité avec 3 abstentions (A. HONNART par procuration, L. LEGRAND, C. LECOCQ) :

- **PREND ACTE** du projet de RLPi arrêté que lui a été soumis par le Conseil communautaire de la Communauté Urbaine D'Arras ;
- **EMET** un avis favorable sur le projet de RLPi arrêté ;
- **AUTORISE** le Maire à accomplir et à signer toutes les pièces nécessaires l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera transmise pour information à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'Arras.

Outre sa présence au sein du dossier d'enquête publique, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- Un affichage pendant un mois en mairie,
- Une publication au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait et délibéré à ACHICOURT,
le 15 décembre 2021
Suivent les signatures au registre
Pour extrait certifié conforme, le 16 décembre 2021



Le Maire,

Jean-Paul LEBLANC

« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de LILLE ou d'un recours gracieux auprès de la Commune d'ACHICOURT, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal ».

Accusé de réception en préfecture
062-216200048-20211215-CM15122021-85-DE
Date de télétransmission : 17/12/2021
Date de réception préfecture : 17/12/2021